



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

ARRAS, le

24 AOUT 2018

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service de l'Environnement
Guichet Unique de la Police de l'Environnement
Réf : \d62-ser\dossiers\SER\02-Communes\Oignies-62637\superf\Eaux pluviales\Cité
du Moulin MAISONS ET CITES\courrier opposition tacite.doc
Affaire suivie par : Sandrine DELAYEN
sandrine.delayen@pas-de-calais.gouv.fr
☎ 0321503018

LRAR

Monsieur le Directeur,

Vous avez déposé le 18 janvier 2018 un dossier de déclaration auprès du Service de l'Environnement en charge de la Police de l'Eau relatif au rejet des eaux pluviales issues de la réhabilitation de la Cité du Moulin sur la commune de OIGNIES au titre de la rubrique 2.1.5.0 de l'article R 214-1 du code de l'environnement.

Par courrier du 7 mai 2018, je vous informais que les compléments demandés devaient être transmis au plus tard le 7 août 2018.

A ce jour, tous les éléments demandés n'étant pas parvenus, je vous informe que conformément à l'article R.214-35 du Code de l'Environnement, **votre projet fait l'objet d'une opposition tacite.**

Je vous informe donc que **le récépissé délivré le 1^{er} février 2018 est caduc.** Dans l'hypothèse où l'aménagement envisagé serait maintenu, je vous précise que celui-ci devra faire l'objet d'un **nouveau dépôt de dossier en trois exemplaires** reprenant toutes nos remarques auprès du Guichet Unique de Police de l'Environnement.

Enfin, je vous rappelle que les travaux ne doivent pas être commencés avant régularisation de votre projet au titre du code de l'environnement, sous peine de sanctions pénales.

Une copie de cette décision est adressée dès à présent à la mairie de la commune de OIGNIES pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et sera mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Pas-de-Calais durant une période d'au moins six mois.

Monsieur le Directeur de MAISONS ET CITES
DGA Immobilier
167, Rue des Foulons
CS 60049
59501 DOUAI Cedex

Au cas où vous souhaiteriez déposer un recours contre cette décision, conformément à l'article R. 214-36 du Code de l'Environnement il vous appartient de déposer un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet préalablement à tout recours contentieux.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer
Le Chef du Service de l'Environnement



Olivier MAURY

Copie transmise :

- CLE du SAGE Marque Deûle
- Sous Préfecture de LENS
- AFB
- DREAL/SJM
- Verdi